

Le retour de la frontière nord-irlandaise, retour de la guerre ?

CONSIGNE Après avoir rappelé la situation géopolitique particulière de l'Irlande du Nord à partir de 1998, vous expliquerez en quoi, en 2018, le Brexit menace l'avenir de cette frontière, et aussi ce qui gêne les États dans une unification possible de l'île d'Irlande.

Affiche du Sinn Féin « Brexit means Borders »



La situation irlandaise

« Le 10 avril 1998, une poignée de mains historique scellait la paix en Irlande du Nord après des décennies de "troubles" et plus de 3 500 morts. Les catholiques en faveur d'une Irlande unie et les protestants qui voulaient rester sous le giron britannique se mettaient d'accord sur un partage du pouvoir. [...] L'avenir de la ligne de 500 km qui sépare la République d'Irlande de son voisin du Nord est aujourd'hui au cœur des inquiétudes. Car depuis 1998, cette frontière est devenue invisible et la libre circulation entre le Nord et le reste de l'île a fortement contribué à la paix entre les deux camps, qui avaient su trouver au sein des institutions européennes un lieu de dialogue. [...] Les tensions politiques demeurent entre catholiques et protestants : en témoigne l'impasse politique dans laquelle se retrouve l'Irlande du Nord depuis l'implosion en janvier 2017 du gouvernement qui associait républicains du Sinn Féin (catholiques, favorable au maintien dans l'UE) et unionistes du DUP (protestants, pro-Brexit). [...] Le Sinn Féin assure avoir trouvé le meilleur moyen de résoudre la question

de la frontière : organiser un référendum sur la réunification de l'île divisée depuis 1921. [...] Selon les termes de l'accord du Vendredi saint de 1998, le gouvernement britannique est légalement tenu d'organiser ce référendum si les sondages montrent un large soutien au Nord en faveur de l'unification. Or un autre facteur entre en jeu : depuis la partition en 1921, la population nord-irlandaise a toujours été majoritairement protestante et pro-britannique. Mais la démographie évolue et les protestants devraient cesser d'être majoritaires dans moins d'une décennie. Toutefois, outre les violences que pourrait entraîner un tel référendum, Dublin pourrait réfléchir à deux fois avant de se marier avec son voisin du Nord subventionné à hauteur de douze milliards d'euros annuels par le gouvernement britannique. »

Anne-Laure Frémont, « Vingt ans après, l'accord de paix en Irlande du Nord fragilisé par le Brexit », *Le Figaro*, 10 avril 2018.